

et mettre ses troupes à couvert dans le cas d'une guerre. Les débats des Chambres et les articles de journaux sont venus ensuite révéler la crainte sérieuse qu'on avait de cette éventualité et le sort qui nous restait.

Voici donc la situation telle qu'on peut la dessiner d'après les opinions des orateurs et des journalistes anglais d'un côté, et les divers organes de la politique de nos voisins, de l'autre.

Ceux-ci ont bien l'intention de formuler une demande en réparation à la Grande-Bretagne. Et, comme entre gens riches on ne tient pas aux fractions, il paraît que M. Seward n'en mettra pas dans ses comptes. Le gouvernement américain a commencé par rappeler le traité de réciprocité avec des termes peu obligeants, exprimant son intention de jeter une flotte sur nos lacs. Depuis, il a paru revenir sur cette dernière résolution qui nous menaçait directement, et il nous a aussi délivré de l'embarras des passe-ports qu'il avait exigés après la mise en liberté des maraudeurs de St. Albans, par le juge Coursol. Les preuves réitérées des bonnes dispositions que nous lui avons données, nous ont sans doute mérité ce retour de bienveillance. Au fond, pourquoi s'empresserait-il d'armer les lacs, tant que nous ne commencerons pas à le faire ? il est bien sûr d'être plus vite prêt que nous quand le temps en sera venu ; et ce n'est pas une mauvaise politique que de se rendre le moins désagréable possible aux Canadiens.

D'un autre côté, depuis que notre métropole a vu baisser la fortune des Confédérés, elle ne se sent nulle disposition à risquer la sienne dans la lutte. D'ailleurs, elle a toutes les raisons du monde, et elle fera tous les efforts possibles pour éviter le conflit : les discours de ses ministres le prouvent. Mais si l'on veut lui poser des conditions telles qu'une puissance de premier ordre ne puisse pas les accepter sans trop de honte, il y aura guerre, et guerre prochaine, car les États-Unis, qui seront les agresseurs, n'ont pas d'intérêt à attendre pour la faire.

Le but de nos voisins en tentant de nouveaux combats est-il de faire notre conquête ? cela est douteux, ils doivent savoir qu'il y a ici fort peu d'annexionnistes ; et ils auront encore à garder le Sud pendant assez longtemps, pour ne pas désirer de venir faire sentinelle sur toutes les rives du St. Laurent. Ils disent qu'ils n'ont pas besoin de nous : et en effet, de New-York à San-Francisco, et de Rochester à la Nouvelle-Orléans, il y a place pour assez d'exploitations, et pour plus de peuples qu'il n'en faut pour rendre leur gouvernement praticable. Quant à l'usage de nos voies d'eau et aux facilités d'échanger leurs produits chez nous, les Yankees